

Pages 929-1206

- 931 **1. Le Conseil constitutionnel et la loi du 24 avril 1997 sur l'immigration**
par François Luchaire

- 965 **2. Positivismes juridique et souveraineté du peuple selon Michel Troper**
par Marcel David

- 995 **3. Le traitement constitutionnel de l'affaire du sang contaminé**
par Olivier Beaud

- 1023 **4. La justice constitutionnelle au Maroc**
par Omar Bendourou

- 1047 **5. Les réserves d'interprétation : un outil de « resserrement » de la contrainte de constitutionnalité**
par Alexandre Viala

- 1069 **6. Réflexions sur les conclusions contraires des commissaires du gouvernement près le Conseil d'État**
par Jean-Michel Huon de Kermadec

- 1101 **7. Les relations entre le droit des marchés publics et le droit budgétaire et comptable**
par Dominique Thomas

- 1139 **8. Notes de jurisprudence**
Le diagnostic prénatal devant le Conseil d'État (CE, Sect., 14 février 1997, Centre hospitalier régional de Nice).
par Jean-Marie Auby et Jean Waline

A) Enseignement supérieur. Professeur des universités. Recrutement par transformation d'emploi. Commission de spécialistes. Pouvoirs. B) Recours pour excès de pouvoir. Vice de procédure. Formalité illégale. Principe d'égalité. C) Recours pour excès de pouvoir. Théorie des opérations administratives complexes. Signification et portée (CE, 1^{er} avril 1996, Mme Peyrard).
par Roland Drago

- 1165 **9. Conclusions des commissaires du gouvernement**
Étrangers. Expulsion. Droit au respect de la vie familiale. Abrogation. Injonction faite au ministre de l'Intérieur d'abroger un arrêté d'expulsion des jugements. Prescription d'une mesure d'exécution (CAA, Paris, 25 janvier 1997, Ministre de l'Intérieur c/ M. Hamlaoui).
Conclusions de M. Spitz

- 1179 **10. Bulletin bibliographique**

CARDEX	✓
VOGES	
B. DATOS	
OK	

REVUE DU
**DROIT
PUBLIC**

ET DE LA SCIENCE POLITIQUE
EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

JACQUES ROBERT
JEAN-MARIE AUBY

Immigration.

Sang contaminé.

Michel Troper.

Réserves d'interprétation.

Commissaires du gouvernement.

Marchés publics.

Maroc.

*Jurisprudence administrative
(diagnostic prénatal, enseignement supérieur,
étrangers).*

R.D.P.

4 - 1997

L.G.D.J.